

A photograph of two workers in a muddy riverbed. They are wearing grey work clothes, backpacks, and hard hats (one yellow, one red). They are holding long wooden poles and appear to be engaged in manual labor. The background is a dense forest.

LOI OMNIBUS :
LES ONG DÉNONCENT
LE GRAND BOND EN ARRIÈRE
SUR LE CLIMAT
ET LES DROITS HUMAINS

DOSSIER DE PRESSE
FEVRIER 2025

CONTEXTE

OU COMMENT FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE

En septembre 2024, le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité de l'Union européenne attribuait une partie des difficultés économiques du continent à la « bureaucratie » et la « complexité » de ses réglementations. Le rapport appelait à simplifier massivement les normes concernant les entreprises, notamment en matière de durabilité, tout en rappelant que 80 % des financements devraient venir du privé. Cette mobilisation de la finance vers la transition est notamment permise par les textes CSRD, CSDDD et la Taxonomie.

Dans un contexte politique marqué par un virage à droite historique du Parlement européen en juin 2024 et les politiques protectionnistes et régressives des États-Unis, la Commission européenne a décidé de suivre cette spirale moins-disante en annonçant un « choc de simplification » sans précédent.

En réalité, cette initiative, dont la présentation est attendue le 26 février 2025 par Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission, et Stéphane Séjourné, Vice-président exécutif pour la prospérité et la stratégie industrielle, n'est que la première étape d'un retour en arrière massif sur le climat et les droits humains.

Après des années de négociations et de compromis, l'UE se dotait en 2022 d'une directive sur le reporting extra financier (CSRD), et en juin 2024 d'une directive sur devoir de vigilance européen (CSDDD). Ces directives visaient à transformer l'Europe en une « société plus juste et prospère dotée d'une économie moderne et compétitive » selon le Conseil de l'UE.

Ces textes, bien qu'ayant perdu de leur ambition au fil des négociations, représentent tout de même un pas en avant pour la protection des droits humains et de l'environnement. Pourtant, depuis plusieurs années plusieurs organisations patronales, dont le MEDEF, l'AFEP, et Business Europe s'opposent à ces textes et manœuvrent désormais pour leur affaiblissement, voire leur suppression pure et simple.

Dans ce panorama, la France n'est pas en reste. Alors que les enjeux climatiques et sociaux n'ont jamais été aussi criants, notre gouvernement profite du contexte actuel pour s'attaquer à ces acquis législatifs en formant des demandes aussi incompréhensibles qu'incohérentes.

Ce projet met en péril plusieurs textes et questionne quant au respect, par la Commission et par la France, de la démocratie européenne.

NOS INQUIÉTUDES

CE QUE LA LOI OMNIBUS IMPLIQUE

SUR LE PROCESSUS

Nous assistons à une attaque sans précédent, menée par la Commission européenne et certains États membres dont la France, contre des législations européennes adoptées démocratiquement. Cette révision s'effectuerait au moyen d'une directive dite « Omnibus » : un processus opaque, peu inclusif, et contradictoire avec les engagements passés. Nous dénonçons une absence de consultation, et une initiative brutale ne figurant pas dans les lettres de mission des commissaires européens, ni dans leurs auditions, et en opposition flagrante avec les recommandations pour « Mieux légiférer » de l'Union européenne.

SUR LES DROITS HUMAINS

La France demande une suspension « sine die » de la Directive sur le devoir de vigilance (« CSDDD ») alors qu'elle a été pionnière en matière de devoir de vigilance. Certaines parties demandent des modifications radicales telles que la suppression de la responsabilité civile ou encore la limitation des obligations de vigilance aux seuls contractants directs de l'entreprise. Cela viderait de son sens cette législation, dont l'objet est de prévenir, protéger et réparer les atteintes aux droits humains.

SUR LE CLIMAT

L'urgence du siècle serait sacrifiée sur l'autel de la « simplification » pour des motifs économiques de court terme, alors que l'UE a pris des engagements de long de terme. La mise en danger des plans de transition climatique est incompréhensible dans le cadre de la transition écologique. Elle revient à supprimer notre feuille de route pour atteindre nos objectifs climatiques.

SUR LA FINANCE ET L'ÉCONOMIE

Les institutions financières disposent de leviers d'action inégalés – et donc d'une responsabilité majeure – pour protéger l'environnement, le climat et les droits humains. Abandonner la possibilité d'inclure explicitement les services financiers dans le champ d'application de la CSDDD – tel qu'envisagé par la France – serait donc une défaite majeure.

SUR LE RÔLE QUE DOIVENT JOUER LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE MONDE

À l'heure où les États-Unis sortent de l'Accord de Paris sur le climat, l'Europe a l'occasion d'affirmer son statut de leader dans la défense du climat et de porter haut ses engagements en faveur des droits humains. La « compétitivité » ne peut justifier le détricotage de législations sociales et environnementales majeures, alors qu'il y a urgence à protéger la planète, les travailleur·euse·s, et les personnes affectées par notre économie.

NOS DEMANDES

GARANTIR L'INTEGRITÉ DES TEXTES ADOPTÉS

À LA FRANCE

- Assurer une consultation réelle de l'ensemble des parties prenantes. ONG, syndicats et universitaires doivent avoir une voix sur des décisions qui nous concernent tou-te-s.
- Porter haut le devoir de vigilance au niveau européen en refusant tout affaiblissement de la CSDDD : cela concerne la date et le périmètre d'application, la limitation de la responsabilité civile, la réduction de la chaîne de valeur, etc.
- Revoir entièrement sa position sur la CSRD et la CSDDD et communiquer publiquement sur celles-ci.
- Assurer son rôle revendiqué de leader sur le climat en garantissant le maintien des obligations liées à l'adoption et la mise en place de plans de transition climat.
- Combattre l'extrême droite par les idées et les actes.

À LA COMMISSION EUROPÉENNE

- Consulter publiquement toutes les parties prenantes concernées, y compris la société civile, les organisations d'intérêt public disposant d'une expertise pertinente, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme et les autres parties prenantes affectées, qu'elles soient situées au sein de l'UE ou dans des pays tiers.
- Réaliser et publier une évaluation d'impact complète.
- Respecter le calendrier actuel pour la transposition et la mise en œuvre de ces lois essentielles, et accompagner cette mise en œuvre.
- Assurer son rôle revendiqué de leader sur le climat
- Garder les moyens d'atteindre ses objectifs climatiques en conservant la feuille de route pour assurer la transition des entreprises et acteurs financiers sur le territoire européen grâce à l'adoption et la mise en place de plans de transition climatique.



UNE ACTUALITÉ EN CONTRADICTION AVEC LES ENGAGEMENTS PASSÉS

DÉCLARATIONS DES COMMISSAIRES EUROPÉENS

Chaque Commissaire européen a reçu de la part de la Présidente de la Commission européenne une lettre de mission. Parmi les lettres des Commissaires européens en charge de la loi Omnibus, aucune ne faisait mention de la déréglementation massive prévue pour le 26 février prochain. En revanche, ces lettres mettaient en avant la nécessité d'organiser de larges consultations et études d'impact avant la proposition de nouvelles lois. Pour la loi Omnibus, il n'y a eu ni réelle consultation, ni étude d'impact.

Les lettres de mission * reviennent également sur la nécessité de légiférer de manière proportionnée, de remettre au cœur de l'action européenne les droits sociaux et enfin de se focaliser sur la mise en place des textes déjà adoptés.

Lors des auditions qui les ont confirmés, les commissaires européens se sont engagés à ne pas déréguler et ont insisté, eux-aussi, sur la nécessité de mise en place des règles existantes.

« Ce travail de simplification ne signifie pas déréglementation. Il ne s'agit pas d'abolir nos objectifs politiques ou nos normes sociales et environnementales élevées. »

Valdis Dombrovskis, commissaire à l'Économie et à la Productivité, chargé de la mise en œuvre et de la simplification
Audition du 7 novembre 2024

« Ma priorité en ce qui concerne la CSDDD sera d'en assurer une mise en œuvre rapide et efficace. [...] Nous devons aller de l'avant, la directive est là, elle doit être transposée et elle doit être mise en œuvre. Ce faisant, nous devons fournir autant de soutien et d'assistance que possible pour garantir une mise en œuvre transparente et efficace. »

Michael McGrath, commissaire chargé de la Démocratie, de la Justice et de l'Etat de droit
Audition du 5 novembre 2024

* Les documents sont disponibles en annexe



UNE ACTUALITÉ EN CONTRADICTION AVEC LES ENGAGEMENTS PASSÉS

DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT MACRON ET DE SON PARTI

De pays pionnier du devoir de vigilance à torpilleur des acquis sociaux et environnementaux

Appelé à se prononcer sur l'agenda européen de simplification réglementaire, le gouvernement français a fait le choix du zèle, attaquant non seulement la directive européenne sur le devoir de vigilance adoptée l'année dernière, mais aussi de nombreuses dispositions du texte sur le reporting extra-financier, pourtant déjà transposé en droit français.

De 2022 à 2024, en dépit du rôle délétère de la France dans les négociations, le Président de la République Emmanuel Macron et Stéphane Séjourné (alors président de groupe et désormais vice président de la Commission européenne) défendaient publiquement le besoin d'un devoir de vigilance européen.

La présidente du groupe Renew Europe se rendait même sur les lieux du Rana Plaza en 2023 et déclarait : « Nous, le groupe Renew Europe, nous sommes engagés, mobilisés, pour avancer sur le devoir de vigilance. Oui, les entreprises ont une responsabilité pour assurer que dans leur chaîne d'approvisionnement, les droits humains et la protection de l'environnement soient garantis. Nous sommes engagés, pleinement. »



Emmanuel Macron
@EmmanuelMacron

Il y a 10 ans, plus de mille vies ont été emportées dans l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh. Nous nous souvenons.

Dans des conditions indignes, les victimes travaillaient pour des marques de textile, y compris françaises.

Il fallait changer les choses.

En imposant aux multinationales un devoir de vigilance sur les sous-traitants, en mars 2017, la France a montré la voie.

Des efforts ont été faits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire.

Obliger toutes les grandes entreprises à veiller à ce que leurs activités respectent les droits humains et environnementaux, nous devons le faire au niveau européen. C'est l'objectif que nous avons porté sous présidence française de l'Union.



Stéphane Séjourné
@steph_sejourne

Victoire !

L'UE adopte son « devoir de vigilance » qui va obliger les multinationales à respecter les droits humains et environnementaux sur l'ensemble de leur chaîne de valeur.

Nous agissons concrètement pour mettre fin, par exemple, au travail forcé des Oughours.



Valérie Hayer
@ValerieHayer

Il y a 11 ans, le Rana Plaza s'effondrait à Dacca. Plus de mille personnes y ont perdu la vie.

L'an dernier, j'ai rencontré à Dacca syndicats, patrons, ONG et le ministre pour défendre un commerce plus juste, priorité de @RenewEurope.

Hier, le devoir de vigilance est né !





UN BOND EN ARRIÈRE : LES ASSOCIATIONS PATRONALES A L'OFFENSIVE

Cette offensive contre le Green Deal, en ciblant d'abord la CSDDD, la CSRD et la Taxonomie, ne vise ni la simplification législative ni la compétitivité. Elle répond aux intérêts et injonctions des lobbys et des grandes entreprises, qui veulent réduire les normes au minimum pour maintenir le "business as usual".

Les organisations patronales et multinationales sont omniprésentes, y compris lors de la récente consultation express organisées par la Commission européenne : 31 entreprises (dont seulement 4 PME) et 23 associations professionnelles... contre seulement 10 ONG. Ces consultations déséquilibrées sont nécessairement biaisées.

L'influence disproportionnée des lobbys n'est pas supposée. Plusieurs propositions récentes du gouvernement français reprennent fidèlement les propositions radicales du MEDEF et de l'AFEP :

Pour le devoir de vigilance :

- Report sine die / suspension de la directive
- Augmentation des seuils d'application
- Affaiblissement des plans de transition climatique
- Suppression / exemption les obligations pour les acteurs financiers

Pour le reporting extra-financier :

- Report de deux ans de l'entrée en vigueur des dispositions
- Réduire drastiquement le nombre d'indicateurs
- Révision de la mise en oeuvre des plans de transition

La directive sur le devoir de vigilance : une menace réelle pour la compétitivité des entreprises européennes



Le Mouvement des Entreprises de France regrette vivement le vote de ce jour sur la directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.



ANNEX:

As the leading business organisations from France, Germany and Italy, we welcome your commitment to prioritize simplification and burden reduction. Swift and strategic action is essential to foster



Omnibus proposal on
the reduction of the administrative and reporting burden

AFEP's position
Competitive Simplification of The Sustainable Finance Framework

17 January 2025

Key points and new architecture of the sustainable finance framework

Increased global competition calls for a rethink of the regulatory framework for sustainable finance, whose

CSRD, CS3D, Fit for 55 : la liste de doléances des trois plus grandes organisations patronales européennes

Dans une déclaration commune rendue publique le 22 novembre 2024, les trois organisations patronales BDI (Allemagne), Medef (France) et Confindustria (Italie) réitèrent leur demande de "réduire les coûts bureaucratiques et de mise en conformité", citant les directives européennes CSRD (reporting de durabilité) et CS3D

* Les documents sont disponibles en annexe en intégralité



UN BOND EN ARRIÈRE QUI PROFITE A L'EXTRÊME DROITE

En mai 2024, seuls les partis d'extrême droite osaient

La remise en cause frontale du Green Deal et des textes sur la finance durable par les mêmes acteurs qui l'ont négocié et voté est troublante.

Peu d'éléments pouvaient laisser penser que la Commission européenne, soutenue par le gouvernement français, s'engageraient dans un processus de déréglementation massif avant même l'entrée en vigueur ou l'application de certains textes.

Les élections européennes de juin 2024 ont donné à la Présidente Ursula von der Leyen une majorité composée de EPP, Renew Europe, S&D et les Verts. En France, aucun de ces partis n'a fait campagne en faveur d'une déréglementation de cette ampleur.

Seules deux listes ayant remporté des sièges au parlement européen appelaient à la suppression de la CSRD et du devoir de vigilance : la liste du Rassemblement National menée Jordan Bardella et celle de *Reconquête !* menée par Marion Maréchal.

Cette reprise partielle du programme de l'extrême droite est incompréhensible, alors même que les principales figures politiques de la majorité soutenant la Commission européenne se sont engagées à maintenir le « cordon sanitaire » au Parlement européen, à l'instar de la Présidente du groupe Renew Europe Valérie Hayer.

NOTRE PROJET POUR L'LIBERTÉ DES NEGOCIÉS ET DE LA CIVILISATION

3.B. CONTRE LE PACTE VERT, EN FINIR AVEC L'INFLATION DES NORMES ET DES TAXES

- Abroger toutes les directives et règlements du Pacte vert.

Revoir les objectifs de la directive Climat sur la neutralité carbone en 2050
Supprimer l'interdiction de la vente de véhicules thermiques à l'horizon 2035
Supprimer la directive imposant près de 45% de renouvelable dans la production énergétique européenne
Supprimer la directive sur la performance énergétique des bâtiments qui risque d'exclure 7 millions de logements du marché de la location
Supprimer la directive sur les émissions industrielles qui contraignent les élevages porcins et volaille de taille intermédiaire
Abroger la stratégie de la ferme à la fourchette qui risque d'entraîner une baisse

CONTRE LE PACTE VERT, LE RETOUR DE L'ÉCOLOGIE RAISONNABLE !

Défendre une écologie raisonnable, à rebours de l'écologie punitive du « Pacte vert » qui aggrave l'inflation des prix du quotidien, la régression de notre niveau de vie et les dépendances du continent :

- Soutenir nos agriculteurs et pêcheurs, en leur garantissant une rémunération digne et en leur permettant de vivre de leur travail. Il s'agit de remettre en cause la stratégie de décroissance « De la Ferme à la Fourchette », de décréter une pause réglementaire, d'impô le principe de réciprocité dans le commerce et de refuser tout nouvel accord de libre-échange déloyal, de nationaliser et de simplifier les modalités d'attribution d'aides de la PAC, d'adjoir des aides nationales à la PAC, ou encore d'instaurer une grande loi « Mangeons français » p accorder la priorité d'accès aux marchés publics pour nos producteurs.

Valérie Hayer @ValerieHayer · Jun 9, 2024
Merci aux millions de Français qui ont soutenu notre projet @BesoindEurope.

Le combat contre l'extrême-droite est un combat d'ampleur européenne. Dès demain, je le mènerai de plus belle avec tous mes collistiers élus et notre majorité.

Plus que jamais.

TEURACTIV | L'Expresso | Newsletter

Accueil | Actualités | Politique | Institutions | Parlement européen | L'extrême droite européenne s'unit derrière Jordan Bardella pour torpiller le Green Deal

Par : This Bourgnys-Gonne | EURACTIV.com | traduit par Sarah Chaumet | 30 janv. 2025

En 2025, le satisfecit de Jordan Bardella

Pour faire voter la loi Omnibus au Parlement européen, la Commission européenne devra compter sur les voix de l'extrême droite européenne. Jordan Bardella a d'ailleurs salué l'initiative brutale de la Commission en janvier 2025 et appelé la droite à la soutenir.



UN BOND EN ARRIÈRE : LES DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Le gouvernement français prône désormais le report et l'affaiblissement des textes

Sur le devoir de vigilance (CSDDD), le gouvernement français demande notamment :

- Report "sine die" de l'application de la directive
- Rehaussement des seuils du périmètre d'entreprises concernées passant à des entreprises de plus de 5000 salarié-e-s et 1,5Md€
- Suppression de la clause permettant de prévoir des règles spécifiques pour les services financiers
- Abandon du contrôle au niveau national et création d'une autorité de supervision européenne
- "Simplification" des plans de transition climatique

Sur le Reporting Extra Financier (CSRD) le gouvernement français demande notamment :

- Un report de deux ans de l'entrée en vigueur
- Un allègement des charges de rapportage et réduction drastique du nombre d'indicateurs
- Création de la catégorie d'Entreprise de taille intermédiaire (ETI)
 - Effectifs : entre 250 et 1 500 salarié-e-s
 - Critères financiers : chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliards d'euros ou total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.
- Les nouvelles ETI se voient appliquer les normes de reporting applicables au PME
- Simplification des plans de transition climatique : suppression des objectifs de réduction des émissions de GES alignés sur l'accord de Paris ; à la place, comparaison des objectifs de l'entreprise avec une trajectoire considérée comme compatible avec l'Accord de Paris



ON EN PARLE



JEAN-FRANÇOIS
DUBOST



« C'est un déni de solidarité, un déni démocratique. L'UE s'apprête à remettre en cause une législation censée protéger les droits humains et l'environnement des activités des multinationales. Et l'on ne se préoccupe pas une minute d'écouter celles et ceux qui, dans le monde, sont déjà victimes de ces pratiques destructrices et prédatrices. »



JÉRÉMIE
SUISSA



« Il ne s'agit pas d'une simplification mais d'une tentative de démantèlement de la directive. Il ne s'agit pas plus d'une recherche de compétitivité : qui pense sérieusement que l'obligation d'identifier les risques humains et climatiques liés à son activité soit un vrai frein à la compétitivité d'une entreprise ? Cela acterait juste que l'UE refuse désormais de réguler les entreprises. »



CÉCILE
DUFLOT



OXFAM

« Le revirement du gouvernement sur le devoir de vigilance et la reporting des entreprises est une victoire des lobbys sur l'intérêt général. Derrière les discours sur la 'compétitivité', ce sont les droits humains et l'environnement qui seront sacrifiés. Mais il n'est pas trop tard : la France peut encore changer de cap et défendre un texte dont elle a été pionnière. »



SANDRA
COSSART

*Sherpa

« Au nom de la compétitivité, le gouvernement français a repris à son compte, en toute opacité, les demandes de quelques organisations patronales. Mais quelles sont les limites à la recherche de la compétitivité ? La directive sur le devoir de vigilance y donne une réponse simple, à défaut d'être ambitieuse : le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine. Le simple fait que cela ne fasse plus consensus donne une idée de la gravité de la période actuelle. »



MARIE
COHUET



Les Amis
de la Terre
France

« Le gouvernement français fait le choix de reprendre sans filtre les demandes des lobbys et de porter le flambeau de la dérégulation en Europe. Dans le contexte politique actuel, la remise en question du devoir de vigilance européen est irresponsable et serait fatale pour le climat, l'environnement et les droits humains dans le monde. »



LUCIE
PINSON



« Jamais le gouvernement français et la Commission européenne n'ont poussé aussi loin leurs attaques contre l'environnement et les droits humains. La coupe claire dans les textes du pacte vert, telle qu'envisagée et sur des éléments aussi essentiels que la mise en place de plan de transition, serait une concession historique à l'extrême droite et aux pressions des multinationales. Nous appelons l'ensemble des décideurs politiques à se désolidariser de cet agenda réactionnaire. »

ANNEXES DOCUMENTAIRES



ANNEX:

As the leading business organisations from France, Germany and Italy, we welcome your commitment to prioritize simplification and burden reduction. Swift and strategic action is essential to foster investment in innovation and the sustainable transition, creating growth, quality jobs, and achieving the Green Deal objectives. In this regard, we strongly support your recent announcement of an Omnibus regulation to streamline and simplify key regulations:

On Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CS3D):

The CS3D imposes burdensome provisions in terms of scope, applicable rules, liability and sanctions, causing legal uncertainty, excessive bureaucracy and incalculable risks for companies. To ensure businesses can adapt effectively and thrive, we recommend the following:

- **Suspend the implementation of CSDDD** to evaluate its cumulative impact, alongside CSRD, taxonomy regulations, and anti-deforestation measures, on European competitiveness. Then, it is essential to **conduct a comprehensive and detailed competitiveness assessment of the directive in consultation with businesses to identify and address areas for simplification**. Revise or repeal the directive if necessary to prevent market fragmentation and safeguard competitiveness.
- **Restrict the scope to large enterprises over 5,000 employees and an annual turnover above €1.5 billion**. Smaller entities often lack the financial and human capital to fulfil these stringent requirements, and this adjustment will promote a more balanced and feasible implementation.
- **Limit due diligence responsibilities to the direct suppliers (tiers -1) with whom businesses have direct contractual and thus influential relationships**. Moreover, purely European supply chains must generally be assessed as low risk and a so-called whitelist for countries with a high level of law enforcement must be introduced.
- **Remove civil liability provision to avoid excessive liability risks and uncertainty**. Companies cannot be held accountable for harm caused by business relationships they cannot fully control, and where many other actors in third countries are involved. We also advocate for caution when it comes to granting far-reaching litigation powers to bring claims against EU companies before the courts. Access to justice should be limited to the directly affected party.
- **Remove turnover-based financial penalties** and focus on remediation and cooperative compliance measures to promote innovation and resilience.

Omnibus proposal on the reduction of the administrative and reporting burden

AFEP's position Competitive Simplification of The Sustainable Finance Framework

17 January 2025

Key points and new architecture of the sustainable finance framework

Increased global competition calls for a rethink of the regulatory framework for sustainable finance, whose objectives AFEP strongly supports, to make it a genuine strategic tool for steering the green transition and an opportunity to develop new products and services to conquer new markets.

The Draghi report identifies the administrative burden as a major factor in the EU's loss of competitiveness, particularly vis-à-vis the United States.

In the face of intensifying global competition, European companies must not be penalised by disproportionate requirements and standards that others would not have to bear. A critical threshold has undeniably been crossed between CSRD, CS3D and the EU Taxonomy.

A simplification process needs to be organised quickly at the European level, in the interests of competitiveness on the one hand and the green transition on the other hand. Indeed, these regulations provide for numerous new requirements from slightly different angles, leading to time-consuming gap analysis and heavy reporting, detrimental to action.

Consequently, the sustainable finance framework must be organised around a new architecture. The cornerstone should be a streamlined CSRD with a reduced number of data points in the ESRS standards. Legislations embedded in the sustainable finance framework must be adapted accordingly, to be consistent with CSRD, but also with each other, and to support transition (the Taxonomy Regulation, the CS3D, the SFDR, the EU Green Bonds Regulation and the Benchmark Regulation, etc.).

The following points are key for AFEP member companies:

- **Ensure a fair level playing field** compared to non-EU companies operating in the EU and refrain from putting EU companies in a position that weakens their capacity to compete on markets inside and outside of the EU.
- **Reinforce business secrecy and legal certainty** to protect strategically sensitive information and prevent multiple litigation against EU companies on the grounds of information they are obliged to publish (opportunities, forward-looking information, detailed investment plans, financial impacts of

NOUVEAU PROJET POLITIQUE EUROPÉEN DE SIMPLIFICATION ET DE LA CLIVISATION

3.B. CONTRE LE PACTE VERT, EN FINIR AVEC L'INFLATION DES NORMES ET DES TAXES

- **Abroger toutes les directives et règlements du Pacte vert**
 - Revoir les objectifs de la directive Climat sur la neutralité carbone en 2050
 - Supprimer l'interdiction de la vente de véhicules thermiques à l'horizon 2035
 - Supprimer la directive imposant près de 45% de renouvelable dans la production énergétique européenne
 - Supprimer la directive sur la performance énergétique des bâtiments qui risque d'exclure 7 millions de logements du marché de la location
 - Supprimer la directive sur les émissions industrielles qui contraint les élevages porcins et volaille de taille intermédiaire
 - Abroger la stratégie de la ferme à la fourchette qui risque d'entraîner une baisse de la production agricole de 15 à 20%
- **Introduire le principe de sobriété normative**: pour une norme créée, deux normes supprimées. Réduire considérablement la charge administrative pour les entreprises afin de soutenir le travail au lieu de l'empêcher.
- **Supprimer tous les financements français** pour protéger la filière photovoltaïque en cessant de subventionner l'achat de solaire chinois produit à prix cassés.
- **Soutenir nos entreprises** avec l'abrogation des directives CSRD et « devoir de vigilance ».

Extrait du programme européen de Reconquête !

CONTRE LE PACTE VERT, LE RETOUR DE L'ÉCOLOGIE RAISONNABLE !

Défendre une écologie raisonnable, à rebours de l'écologie punitive du « Pacte vert » qui aggrave l'inflation des prix du quotidien, la régression de notre niveau de vie et les dépendances du continent :

- **Soutenir nos agriculteurs et pêcheurs**, en leur garantissant une rémunération digne et en leur permettant de vivre de leur travail. Il s'agit de remettre en cause la stratégie de décroissance « De la Ferme à la Fourchette », de décréter une pause réglementaire, d'imposer le principe de réciprocité dans le commerce et de refuser tout nouvel accord de libre-échange déloyal, de nationaliser et de simplifier les modalités d'attribution d'aides de la PAC, d'adopter des aides nationales à la PAC, ou encore d'instaurer une grande loi « Mangeons français » pour accorder la priorité d'accès aux marchés publics pour nos producteurs.
- **Renforcer l'accès au logement**, en assouplissant les obligations européennes de rénovation énergétique des bâtiments (DPE) qui mettent en difficulté les propriétaires et locataires, entraînant une baisse de la capacité du parc locatif et aggravant l'inflation.
- **Défendre les automobilistes et notre industrie**, en abrogeant les normes européennes absurdes comme l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique en 2035, le renouvellement du permis de conduire tous les 15 ans, ou encore la multiplication des zones à faibles émissions (ZFE - norme EU

● **Décréter une pause réglementaire et engager le chantier de la simplification** : tests PME obligatoires, abrogation des directives CSRD et devoir de vigilance...

Extrait du programme européen du Rassemblement national

ANNEXES DOCUMENTAIRES

Extrait de la lettre de mission de Stéphane Séjourné

New legislation must ensure that our rules are simpler, more accessible to citizens and more targeted. You will ensure the principles of **proportionality, subsidiarity and Better Regulation** are respected, including through wide consultations, impact assessments, a review by the independent **Regulatory Scrutiny Board** and a new **SME and competitiveness check**. Proposals must be evidence-based and the Joint Research Centre, our internal scientific service, can support you in that work.

Extraits de la lettre de mission de Valdis Dombrovskis

Proposals must be evidence based, widely consulted upon, subject to an impact assessment and reviewed by the independent Regulatory Scrutiny Board. You will ensure that they respect the principles of **proportionality and subsidiarity** and show the clear benefit of European action.

Given that any legislation is only as good as its implementation, I want you to **focus on the application and enforcement of EU law** within your field. You should provide support and continuous guidance to Member States on implementation, and be ready to take swift action if EU law is breached.

As our economies and societies undergo a major crisis, it is more important than ever to invest in repairing our social fabric and to put social rights, protection and fairness at the heart of our modern economy. I want you to coordinate the work on the action plan to implement the **European Pillar of Social Rights**.

CONTACTS PRESSE



SOPHIE REBOURS

✉ s.rebours@ccfd-teresolidaire.org

☎ 07 61 37 38 65



JUSTINE RIPOLL

✉ justine.ripoll@notreaffaireatous.org

☎ 06 42 21 37 36



SARAH BAKALOGLOU

✉ sarah@reclaimfinance.org

☎ 06 61 68 25 10



MARCELLIN JEHL

✉ marcellin.jehl@amisdelaterre.org

☎ 07 57 18 68 70



STANISLAS HANNOUN

✉ shannoun@oxfamfrance.org

☎ 07 69 17 49 63

***Sherpa**

LUCIE CHATELAIN

✉ lucie.chatelain@asso-sherpa.org

☎ (0)1 42 21 33 25